



## PRÉFET DES VOSGES

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ  
ET DE LA LÉGALITÉ  
CELLULE JURIDIQUE  
MISSION CONTENTIEUX

### **ARRETE PREFECTORAL N° 373/18 du 12 juillet 2018 accordant délégation de signature à Monsieur Yann DACQUAY Directeur départemental des territoires des Vosges**

**LE PREFET DES VOSGES**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 modifiée, relative aux transports intérieurs ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, le département et l'Etat ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu le décret du Président de la République du 08 décembre 2017 portant nomination de M. Pierre ORY en qualité de Préfet des Vosges ;

Vu l'arrêté du Premier ministre en date du 8 avril 2015 nommant M. Yann DACQUAY directeur départemental des territoires des Vosges ;

VU l'arrêté du Premier ministre en date du 30 janvier 2018 nommant Mme Patricia BOURGEOIS, directrice départementale adjointe des territoires des Vosges ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 968.2016 du 27 décembre 2016 portant organisation de la direction départementale des territoires des Vosges ;

*Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,*

### **A R R E T E :**

**Article 1<sup>er</sup> :** A compter de la date de signature du présent arrêté, délégation de signature est accordée à M. Yann DACQUAY, directeur départemental des territoires des Vosges, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, les actes suivants :

N° de Code	Nature du pouvoir	Références
<b>1. ADMINISTRATION GENERALE</b>		
<p><b>a/ PERSONNEL</b>  <u><b>Dispositions communes à tous les agents affectés à la DDT</b></u></p> <p><b>1.a.1</b> Recrutement de personnels non titulaires occupant à titre occasionnel des fonctions administratives : contrats de recrutement à titre temporaire en vue d'effectuer une vacation à durée déterminée</p> <p><b>1.a.2</b> Gestion des comptes épargne temps (CET)</p> <p><b>1.a.3</b> Décisions individuelles relatives à l'octroi des autorisations d'absence, à l'exception de celles relatives au droit syndical</p> <p><b>1.a.4</b> Etablissement des ordres de mission à l'étranger, pris en charge sur crédits déconcentrés ainsi que ceux faisant l'objet d'une prise en charge totale ou partielle par un organisme extérieur (missions dites "sans frais")</p> <p><b>1.a.5</b> Etablissement des ordres de mission sur la métropole</p> <p><b>1.a.6</b> Notifications individuelles relatives au maintien de certains agents à leur poste de travail en vue d'assurer la continuité du service public</p> <p><b>1.a.7</b> Exercice d'une activité accessoire dans le cadre d'un cumul d'activité</p> <p><b>1.a.8</b> Etablissement et signature des cartes d'identité de fonctionnaires et des cartes professionnelles, à l'exclusion de celles qui permettent d'exercer des contrôles à l'extérieur du département</p> <p><u><b>MTES/ MCT</b></u>  <b>Nomination – Affectation – Mutation</b></p> <p><b>1.a.9</b> Affectation - Mutation des :  - personnels d'exploitation  - OPA</p>		
<p><i>Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 – art. 4</i>  <i>Décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 – art. 4</i>  <i>Circulaire MELT/DPS/F1 n° 94-120 du 16 mars 1994</i></p>		
<p><i>Décret n° 2009-1065 du 28 août 2009</i>  <i>Arrêté du 31 mars 2011</i></p>		
<p><i>Décret n° 86.351 – art. 2 du 6 mars 1986 modifié</i>  <i>Arrêté n° 88.2153 du 8 juin 1988 modifié – art. 1.2 et 1.3</i>  <i>Arrêté du 31 mars 2011</i></p>		
<p><i>Décret n° 86.416 du 12 mars 1986</i>  <i>Circulaire MEFB et MAE B2E22 du 1er mars 1991</i>  <i>Circulaires MELT du 9 mai et du 6 novembre 1995</i></p>		
<p><i>Décret n°2006-781</i>  <i>Arrêté du 3 juillet 2006</i></p>		
<p><i>Loi n° 63.17 du 31 juillet 1963 relative à certaines modalités de la grève dans les services publics.</i>  <i>Lois n° 84.16 du 11 janvier 1984 et n° 83.634 du 13 juillet 1983 et les circulaires d'application des 22 septembre 1961, 3 mars 1965, 23 octobre 1967, 26 janvier 1981, 20 juillet 1982, 25 août 1986, 29 mars 1976 et 5 décembre 1995...</i>  <i>Décret n° 86.351 modifié</i>  <i>Décret n° 91.393 du 25 avril 1991</i>  <i>Arrêté du préfet n° 2002-756 du 12/11/02</i></p>		
<p><i>Arrêté du 31 mars 2011</i></p>		
<p><i>Arrêté du 31 mars 2011</i></p>		
<p><i>Décret n° 91.393 du 25 avril 1991 modifié</i>  <i>Décret n° 65-382 du 21 mai 1965</i></p>		

<p><b>1.a.10</b></p>	<p>Affectation à un poste de travail des fonctionnaires et agents non titulaires énumérés ci-après, lorsque cette mesure n'entraîne ni changement de résidence, ni modification de la situation des agents occupant un emploi fonctionnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les fonctionnaires de catégorie C et B,</li> <li>- les fonctionnaires de catégorie A suivants : attachés administratifs ou assimilés, ingénieurs des TPE ou assimilés,</li> <li>- tous les agents non titulaires de l'Etat</li> </ul>	<p><i>Arrêté n° 88.2153 du 8 juin 1988 modifié (MELT-DPS/GB2) – art. 1.8</i></p>
<p><b>1.a.11</b></p>	<p>Mutation des adjoints administratifs et dessinateurs entraînant ou pas un changement de résidence et pouvant modifier la situation de l'agent</p>	<p><i>Arrêté du 4 avril 1990 – art. 1.4</i></p>
<p><b>1.a.12</b></p>	<p><b>Gestion</b> Gestion des dessinateurs et adjoints administratifs Actes de gestion de proximité</p>	<p><i>Loi n° 84.16 du 11 janvier 1984 modifiée Décret n° 86.351 révisé</i></p>
<p><b>1.a.13</b></p>	<p>Gestion des : - personnels d'exploitation des TPE - OPA (promotion au choix, concours interne)</p>	<p><i>Décret n° 66.900 du 18 novembre 1966 modifié – art. 14 Décret n° 91.393 du 25 avril 1991 modifié – art. 7 et 17</i></p>
<p><b>1.a.14</b></p>	<p>Répartition des réductions d'ancienneté à l'exclusion des personnels A+ et délégué du permis de conduire</p>	<p><i>Décret n° 2007-1365 du 17 septembre 2007</i></p>
<p><b>1.a.15</b></p>	<p>Gestion des agents recrutés sous un régime de droit privé pour une durée déterminée ou indéterminée que la jurisprudence "Berkani" a requalifié en contrats de droit public</p> <p><b>Positions</b> <u>1. Disponibilité</u></p>	
<p><b>1.a.16</b></p>	<p>L'octroi d'une disponibilité de droit, prévue à l'ensemble des fonctionnaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à l'expiration des droits statutaires à congés de maladie,</li> <li>- pour donner des soins au conjoint, à un enfant ou à un ascendant, à la suite d'un accident ou d'une maladie grave,</li> <li>- pour élever un enfant de moins de huit ans,</li> <li>- pour donner des soins à un enfant à charge, au conjoint ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne,</li> <li>- pour suivre le conjoint lorsque celui-ci est astreint à établir sa résidence habituelle, en raison de sa profession, en un lieu éloigné du lieu d'exercice des fonctions du fonctionnaire</li> </ul>	<p><i>Décret n° 85.986 du 16 septembre 1985 modifié – art. 43 et 47 Arrêté n° 88.2153 – art. 1.9 du 8 juin 1988 modifié Arrêté du 4 avril 1990 modifié – art. 1.6</i></p>
<p><b>1.a.17</b></p>	<p>L'octroi de disponibilité à la demande de l'intéressé pour les adjoints administratifs, dessinateurs</p>	<p><i>Décret n° 66-900 du 18 novembre 1966 – art. 14</i></p>

	<u>2. Congés</u>	
<b>1.a.18</b>	L'octroi : - du congé parental, de congés pour la naissance d'un enfant, du congé de maternité, de paternité et d'adoption et du congé bonifié, - de congés annuels, - de congés pour l'accomplissement d'une période d'instruction militaire	<i>Décret n° 86.351 du 6 mars 1986 modifié – art. 2 et 2.1 Arrêté du 31 mars 2011</i>
<b>1.a.19</b>	L'octroi à l'ensemble des fonctionnaires titulaires ou stagiaires, de congés pour accident de service ou de maladie professionnelle, de congés de maladie ordinaire, de longue maladie et de longue durée, à l'exclusion de ceux nécessitant l'avis du comité médical supérieur	<i>Arrêté du 31 mars 2011</i>
<b>1.a.20</b>	L'octroi aux personnels non titulaires de l'Etat, de congés de maladie ordinaire et de maladie grave, de congés en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et de congés sans traitement pour maladie	
<b>1.a.21</b>	L'octroi, aux fonctionnaires réformés de guerre, des congés à plein traitement et susceptibles de leur être accordés	
<b>1.a.22</b>	L'octroi, aux fonctionnaires et aux agents non titulaires de l'Etat, des congés de formation professionnelle, de formation syndicale ou en vue de favoriser la formation des cadres animateurs pour la jeunesse	
<b>1.a.23</b>	L'octroi aux agents non titulaires de l'Etat et aux stagiaires, de congés sans traitement pour convenance personnelle	
	<u>3. Temps partiel</u>	
<b>1.a.24</b>	L'autorisation d'exercer les fonctions à temps partiel	<i>Décret n° 86.351 – art. 2 du 6 mars 1986 modifié Arrêté du 31 mars 2011</i>
	<u>4. Réintégration</u>	
<b>1.a.25</b>	Décision de réintégration des fonctionnaires, stagiaires et agents non titulaires de l'Etat lorsqu'elle a lieu dans le service d'origine, dans les cas suivants : - au terme d'une période à temps partiel, - au terme d'un congé de longue durée ou de grave maladie, - dans le cadre d'un mi-temps thérapeutique après un congé de longue durée	<i>Arrêté du 2 octobre 1989 – art. 1.5 Arrêté du 4 avril 1990 – art. 1.7</i>

	<b>Accidents</b>	
<b>1.a.26</b>	Décision prononçant l'imputabilité au service d'un accident ou d'une maladie professionnelle	<i>Loi n° 84.16 – art. 34.2 du 11 janvier 1984 modifiée Décret n° 60.1089 – art. 3 du 6 octobre 1960 modifié</i>
<b>1.a.27</b>	Liquidation des droits des fonctionnaires victimes d'un accident de service ou atteints d'une maladie professionnelle	<i>Décret n° 86.442 – art. 26 du 14 mars 1986 modifié Circulaire FP/4 n° 1711 du 30 janvier 1989</i>
	<b>Sanctions disciplinaires</b>	
<b>1.a.28</b>	Décisions prononçant la suspension en cas de faute grave et sanctions disciplinaires du premier groupe	<i>Loi n° 84.16 – art. 66 et 67 du 11 janvier 1984 modifiée Arrêté du 31 mars 2011</i>
	<b>Nouvelle bonification indiciaire (NBI)</b>	
<b>1.a.29</b>	Arrêtés définissant les fonctions ouvrant droit à la nouvelle bonification indiciaire, la détermination du nombre de points correspondant à chacune de ces fonctions et l'attribution des points de la nouvelle bonification indiciaire aux fonctionnaires, y compris celle attribuée au titre de la mise en œuvre de la politique de la ville	<i>Décret n° 91.1067 du 14 novembre 1991 modifié Décret 2001-1161 du 7 décembre 2001 Arrêté préfectoral n° 2001-1072 du 27 décembre 2001</i>
<b>1.a.30</b>	Arrêtés individuels portant attribution des points de la nouvelle bonification indiciaire aux titulaires des postes éligibles	<i>Circulaire METL/DPS du 2 août 2001 Arrêté préfectoral n° 2002-756 du 12 novembre 2002</i>
	<b>MAA</b>	
<b>1.a.31</b>	Décisions de gestion courante concernant les personnels rémunérés sur le budget de l'Etat (titulaires - contractuels - vacataires) en activité dans l'ensemble des services de la Direction Départementale des Territoires en vue d'assurer notamment : - la gestion des agents et le suivi des dossiers personnels ; - l'organisation des congés annuels ; - le règlement des rémunérations	<i>Décret n° 97-330 du 3 avril 1997 Arrêté du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les DDI Note de service MAAF/SG/SHR/SDMEC/N2011-1205 du 26 décembre 2011</i>
	<b>b/ CONTENTIEUX</b>	
<b>1.b.1</b>	Règlement amiable des dommages matériels causés à des tiers du fait de l'administration ou subis par l'administration	<i>Circulaire ministérielle n° 2003-64 du 3/11/2003</i>
<b>1.b.2</b>	Réponse aux recours gracieux en matière de dommages de travaux publics	
<b>1.b.3</b>	Dans les domaines relevant de la compétence de la DDT, représentation auprès du tribunal administratif et présentation des observations orales dans le cadre des procédures où la DDT est mise en cause et notamment dans les procédures de référé	<i>Code de justice administrative – art. R.431-10, art. L.521-1 et suivants Circulaire n° 88-47 du 9 mai 1988</i>

<b>1.b.4</b>	Représentation de l'État dans le cadre des expertises relevant des tribunaux administratifs ou des tribunaux judiciaires où la direction départementale des territoires est partie aux opérations en cause ; formulation et transmission des observations à l'expert ("dire à expert")	
<b>1.b.5</b>	Formulation d'observations écrites ou orales et représentation auprès des tribunaux judiciaires concernant les infractions au code de l'urbanisme	<i>Code de l'urbanisme – art. L.480-1 à L.480-5</i>
<b>1.b.6</b>	Formulation d'observations écrites et orales en défense et représentation auprès des Tribunaux Judiciaires dans les procédures de référé	<i>Nouveau code de procédure civile - art. 18, art. 828</i>
<b>1.b.7</b>	Formulation des observations écrites et représentation auprès des Tribunaux Judiciaires concernant les infractions au Code de l'Environnement relatives aux compétences de la DDT	
<b>1.b.8</b>	Dépôt en urgence devant le juge administratif, de documents techniques, cartographiques, photographiques, etc, nécessaires à la préservation des intérêts défendus par l'Etat et toutes productions avant clôture d'instruction	<i>Code de justice administrative, code de procédure civile et code de procédure pénale</i>
<b>1.b.9</b>	Transactions pénales pour les contraventions en matière de police de l'environnement	<i>Code de l'environnement – articles L.173-12 et R.173-1 à R.173-4</i>

## 2. INFRASTRUCTURES ET TRANSPORTS

	<b>a/ Formalités préalables à la réalisation d'infrastructures</b>	
<b>2.a</b>	Approbation des opérations domaniales	<i>Arrêté du 4 août 1948 modifié par arrêté du 23 décembre 1970</i>
	<b>b/ Gestion et conservation du domaine public national</b>	
<b>2.b.1</b>	Arrêtés d'alignement des propriétés riveraines des terrains SNCF	<i>Arrêté ministériel du 6.08.63</i>
<b>2.b.2</b>	Arrêtés de modification du classement ou de suppression des passages à niveau SNCF - Arrêtés autorisant le changement ou la mise en place d'équipement à un passage à niveau existant ou à créer	<i>Arrêté ministériel du 18 mars 1991, modifié, relatif au classement, à la réglementation et à l'équipement des passages à niveau</i>

<b>2.b.3</b>	Instruction des enquêtes publiques concernant les suppressions de passage à niveau SNCF	
	<b>c/ Gestion et conservation du domaine public routier</b>	
<b>2.c.1</b>	Avis du Préfet sur les projets d'arrêté du Président du Conseil Départemental ou des Maires portant réglementation de la circulation sur les voies classées à grande circulation	<i>Code de la route - art. R.411.3 à R.441.6, R.411.8</i>
<b>2.c.2</b>	Dérogations aux interdictions de circulation des poids lourds sur la RN 66 (col de Bussang)	<i>Arrêté inter-préfectoral Vosges Haut-Rhin - Bas-Rhin n° 190-2000 DDE du 1er mars 2000 relatif aux restrictions de circulation des poids lourds de plus de 19T sur les RN 66 de 22h00 à 06h00</i>
<b>2.c.3</b>	Avis du Préfet sur les projets de modification des caractéristiques techniques des routes départementales ou voies communales classées à grande circulation	<i>Code de la route – art. L.110-3 et R.411-8-1</i>
	<b>d/ Transports routiers</b>	
<b>2.d.1</b>	Arrêtés d'autorisation individuelle temporaire ou permanente de transport exceptionnel (hors gabarit)	<i>Code de la route – R.433-1 à R.433-6 Arrêté ministériel du 04.05.06 relatif aux transports exceptionnels</i>
<b>2.d.2</b>	Dérogations aux interdictions de circulation des véhicules de transport de marchandises les dimanches et jours fériés	<i>Code de la route – art. R.411-18 Arrêté ministériel du 02.03.2015 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes</i>
<b>2.d.3</b>	Autorisations de mise en circulation de petits trains routiers touristiques	<i>Arrêté ministériel du 22.01.2015 définissant les caractéristiques et les conditions d'utilisation des véhicules autres que les autocars et les autobus, destinés à des usages de tourisme et de loisirs</i>
	<b>e/ Affichage publicitaire</b>	
<b>2.e.1</b>	Accusé de réception des dossiers de déclaration préalable de publicité et demande de pièces complémentaires	<i>Code de l'environnement – art. L.581-6 et R.581-6 à 8</i>
<b>2.e.2</b>	Arrêtés d'autorisation des enseignes temporaires et demande de pièces complémentaires	<i>Code de l'environnement – art. R.581-17 et R.581-68 à 70</i>
<b>2.e.3</b>	Autorisation d'enseignes	<i>Code de l'environnement – art. L.581-18 et 21 R.581-9 à 13 et R.581-16</i>

2.e.4	Autorisation de dispositifs de publicité lumineuse autres que ceux qui supportent les affiches éclairées par projection ou transparence	<i>Code de l'environnement – art. L.581-9 et R.581-9 à 13</i>
2.e.5	Courriers informant les annonceurs ou afficheurs de l'obligation de mettre en conformité ou déposer leur dispositif non réglementaire	
2.e.6	Arrêtés de mise en demeure ordonnant la suppression ou la mise en conformité d'un dispositif	<i>Art. L.581-27 et L.581-28</i>
2.e.7	Arrêtés de mise en demeure ordonnant la suppression d'office	<i>Art. L. 581-29</i>
2.e.8	Arrêtés de mise en demeure ordonnant l'exécution d'office	<i>Art. L. 581-31</i>
2.e.9	Lettre de transmission au procureur de la République de la copie de l'arrêté de mise en demeure	<i>Art. L.581-33</i>

### 3. GESTION ET CONSERVATION DU DOMAINE FLUVIAL

3.1	Actes d'administration du domaine public fluvial	<i>Règlement CEE n° 684-92 du Conseil du 16.03.92 Circulaires ministérielles n° 04-92 du 29.05.92 et n°05-92 du 24.06.92</i>
3.2	Autorisation d'occupation temporaire	<i>Code général de la propriété du domaine public - Art. R.53</i>
3.3	Autorisations de prises d'eau et d'établissements temporaires	<i>Code général de la propriété du domaine public - Art. R.53</i>

### 4. CONSTRUCTION

	<b>a/ Autorisation d'effort direct et de constitution de sociétés</b>	
4.a	Décisions d'autorisations aux employeurs d'investir directement leur participation à l'effort de construction	<i>Code construction et habitation - Art R.313-9-3</i>
	<b>b/ Décisions de financement</b>	
4.b.1	Décisions d'octroi des subventions relatives au foncier et à l'acquisition d'immeubles bâtis	<i>Code construction et habitation - Art. R.331-25 et R.331-24</i>
4.b.2	Décisions en matière de subventions et prêts pour la construction, l'acquisition, l'amélioration et la démolition d'habitations donnant lieu à l'APL	<i>Code construction et habitation - Art. R.323, 325, R.331.1 à R.331.25</i>



4.b.3	Autorisations de commencer les travaux avant l'octroi de la décision de subvention, dans le cadre de la réhabilitation des logements locatifs sociaux (PALULOS, PLUS, PLAI)	<i>Code construction et habitation - Art. R. 323-8</i>
4.b.4	Déroations pour financer des travaux (PALULOS) ayant bénéficié depuis moins de 5 ans d'une subvention ou d'un prêt aidé de l'Etat d'une subvention ANAH	<i>Code construction et habitation - Art R.323-4</i>
4.b.5	Déroation à la dépense subventionnable (PALULOS)	<i>Code construction et habitation - Art. R.323-6</i>
4.b.6	Déroations aux conditions d'ancienneté des immeubles acquis en vue d'y aménager avec l'aide de l'Etat des logements à usage locatif	<i>Art. 9 de l'arrêté ministériel du 10 juin 1996</i>
4.b.7	Déroations à la quotité minimale de travaux prévue pour les opérations d'acquisition-amélioration de logements locatifs sociaux (logements-foyers)	<i>Art. 8 de l'arrêté ministériel modifié du 5 mai 1995</i>
4.b.8	Déroations au plafond du coût d'acquisition dans les opérations d'acquisition-amélioration réalisées en vue de créer des logements foyers pour personnes âgées ou personnes handicapées	<i>Art. 5 de l'arrêté ministériel du 23 avril 2001</i>
4.b.9	Déroation au taux de subvention à l'amélioration des logements locatifs sociaux (PALULOS)	<i>Art. R.323-7 du code de la construction et de l'habitation</i>
<b>c/ Décisions et aides relatives à l'occupation des locaux et au démarrage des travaux</b>		
4.c.1	Récépissés de déclaration de location et autorisations de location des logements financés à l'aide des prêts aidés par l'Etat pour la construction, l'acquisition et l'amélioration des logements en accession à la propriété	<i>Code construction et habitation - art. R.331-41</i>
4.c.2	Décisions d'autorisation de changements d'affectation de locaux, lorsqu'il ne s'accompagnent pas de travaux	<i>Code construction et habitation - art. R.631-4</i>
<b>d/ Conventonnement</b>		
4.d	Conventions passées entre l'Etat et les personnes physiques ou morales bailleesses de logements, en application des articles L.351-2 à 353-18 du code de la construction et de l'habitation : - organisme HLM - travaux d'amélioration - sociétés d'économie mixte	<i>Code construction et habitation – art. R.353-1 à 22</i> <i>Code construction et habitation – art. R.353-32 à 57</i> <i>Code construction et habitation – art. R.353-58 à 73</i>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- bénéficiaires d'aides de l'Etat autres que HLM et SEM</li> <li>- bénéficiaires prêts conventionnés</li> <li>- logements foyers</li> <li>- locations liées à une fonction ou un statut</li> <li>- rénovation urbaine ou restauration immobilière</li> </ul> <p><b>e/ Contrôle HLM</b></p>	<p><i>Code construction et habitation – art. R.353-89 à 103</i></p> <p><i>Code construction et habitation – art. R.353-126 à 152</i></p> <p><i>Code construction et habitation – art. R.353-154 à 165</i></p> <p><i>Code construction et habitation – art. R.353-166 à 178</i></p> <p><i>Code construction et habitation – art. R.353-189 à 199</i></p>
<b>4.e.1</b>	Avis et décisions d'autorisations, <u>sauf avis divergents</u> , d'aliénation, démolition, transformation du patrimoine immobilier H.L.M.	<i>Code de la construction et de l'habitation - art. L.443-7 à L.443-15-2</i> <i>Art R.443.1 à R.443.18</i>
<b>4.e.2</b>	Avis sur les hausses de loyers des organismes HLM	<i>Art. L.442-1-2 du code de la construction et de l'habitation</i>
	<b>f/ Reconstruction</b>	
<b>4.f</b>	Constructions provisoires - Décisions concernant l'entretien des constructions provisoires, leur démolition ou leur remise au service des domaines pour aliénation	
<b>5. URBANISME</b>		
	<b>a/ Documents d'urbanisme</b>	
<b>5.a.1</b>	Porter à connaissance	<i>Code de l'urbanisme – art. L.132-1 à L.132-3 et R.132-1</i>
<b>5.a.2</b>	Lettres de transmission des informations nécessaires à l'élaboration, la révision, du suivi des mesures de publicité des conventions de mise à disposition	<i>Code de l'urbanisme – art. L.132-1 à L.132-5 et R.132-1, R.143-10, R.153-20 et R.153-21, R.163-9, L.132-4, L.132-15 et L.132-16</i>
<b>5.a.3</b>	Plans locaux d'urbanisme (initiative Etat) : - Correspondances relatives à la mise en oeuvre de la procédure et à l'instruction des modifications ou révisions des PLU, prescrits par le préfet, <u>à l'exclusion des arrêtés de prescription, de mise en demeure et d'approbation et de leur insertion au recueil des actes administratifs</u> - Suivi des servitudes d'utilité publique - Mise à jour des servitudes d'utilité publique annexées aux plans locaux d'urbanisme	<i>Code de l'urbanisme - art. L.153-54, R.102-1, L.151-43, L.152-7, L.153-60, R.153-18</i>
<b>5.a.4</b>	Zone d'aménagement concerté : suivi des mesures de publicité pour la création et la révision des ZAC	<i>Code de l'urbanisme - art. R.311-5, R.311-9, R.311-12</i>
<b>5.a.5</b>	Actes de procédure relatifs au contrôle de légalité en matière de documents d'urbanisme	<i>Code général des collectivités territoriales – art. L.2131-1 à L.2131-11 et L.5211-3 et L.5211-4</i>

	<b>b/ Droit de préemption</b>	
<b>5.b.1</b>	Attestations sur requête du propriétaire de la péremption du droit de préemption dans la ZAD	<i>Code de l'urbanisme - art. R.212-5</i>
<b>5.b.2</b>	Lettres de transmission nécessaires à la publicité des arrêtés de ZAD	<i>Code de l'urbanisme - art. R.212-2</i>
	<b>c/ Cas particuliers</b>	
<b>5.c.1</b>	Avis conforme du Préfet dans le cadre d'une partie du territoire communal non couvert par un PLU	<i>Code de l'urbanisme – art L.422-5</i>
<b>5.c.2</b>	Avis conforme du préfet dans le cas d'un plan de surface submersible valant plan de prévention des risques	<i>Décret n° 1089-95 du 5 Octobre 1995 – Art 10-III</i>
<b>5.c.3</b>	Tous actes, décisions et documents relatifs à la liquidation ou l'ordonnancement de la redevance d'archéologie préventive	<i>Code du patrimoine - art. L.524-8</i>
<b>5.c.4</b>	Avis du préfet en cas de PLU abrogé	<i>Art. L 422-6 du code de l'urbanisme</i>
	<b>d/ Formalités préalables à l'acte de construire (certificats d'urbanisme, permis, déclarations préalables applicables aux dossiers déposés à partir du 1er octobre 2007)</b>	
<b>5.d.1</b>	Décisions prises au nom de l'Etat sur certificats d'urbanisme, sur permis et sur déclaration préalable <u>lorsque la proposition d'arrêté est favorable.</u>	<i>Code de l'urbanisme – art R.422-2 a) et b)</i>
<b>5.d.2</b>	Courriers de modifications du délai d'instruction de droit commun	<i>Code de l'urbanisme – art. R.423-42 et R.423-43</i>
<b>5.d.3</b>	Courriers de prolongations exceptionnelles du délai d'instruction	<i>Code de l'urbanisme - art. R.423-44</i>
<b>5.d.4</b>	Courriers de notification de la liste des pièces manquantes en cas de dossier incomplet	<i>Code de l'urbanisme – art. R.423-38</i>
<b>5.d.5</b>	Courriers de consultations des personnes publiques, services ou commissions intéressés	<i>Code de l'urbanisme - art. R.410-10, R.423-50 à R.423-55</i>
<b>5.d.6</b>	Décisions de prorogation du certificat d'urbanisme, de permis ou de la décision intervenue sur la déclaration préalable	<i>Code de l'urbanisme – art. R.410-17 et R.424-21</i>
<b>5.d.7</b>	Courrier de mise en demeure de déposer un dossier modificatif ou de mettre les travaux en conformité avec l'autorisation accordée, de permis ou de déclaration préalable	<i>Code de l'urbanisme – art. L.462-2, R.462-9</i>

<b>5.d.8</b>	Attestation certifiant que la conformité des travaux avec le permis ou la déclaration n'a pas été contestée	<i>Code de l'urbanisme – art. R.462-10</i>
<b>5.d.9</b>	Dans le délai de deux mois à compter de l'intervention d'un permis tacite ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable, arrêté fixant les participations exigibles du bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable	<i>Code de l'urbanisme – art. L.424-6, R.424-8</i>
	<b>e/ Dispositions propres aux remontées mécaniques</b>	
<b>5.e.1</b>	Autorisation d'exécution des travaux portant sur la réalisation des remontées mécaniques	<i>Code de l'urbanisme – art. L.472-2</i>
<b>5.e.2</b>	Avis conforme du Préfet au titre de la sécurité des installations et des aménagements dans le cadre d'une autorisation d'exécution des travaux portant sur la réalisation de remontées mécaniques	<i>Code de l'urbanisme – art. L.472-2 et R.472-21</i>
<b>5.e.3</b>	Décision motivée de demande de pièces complémentaires ou de prolongation de délais nécessaires à la formulation de l'avis conforme	<i>Code de l'urbanisme – art. R472-9 et R472-21</i>
<b>5.e.4</b>	Arrêté fixant les réserves et prescriptions auxquelles peut être subordonnée l'autorisation d'exécution des travaux	<i>Code de l'urbanisme – art. R472-8 et R472-21</i>
<b>5.e.5</b>	Avis conforme du Préfet au titre de la sécurité des installations et des aménagements dans le cadre d'une autorisation de mise en exploitation de remontées mécaniques	<i>Code de l'urbanisme – art. L.472-4 , R472-18 et R472-21</i>
<b>5.e.6</b>	Arrêté fixant les prescriptions auxquelles peut être subordonnée l'exploitation de l'appareil	<i>Code de l'urbanisme – art. R472-18 et R472-21</i>
<b>5.e.7</b>	Approbation des règlements d'exploitation et de police des téléskis	<i>Arrêté du 7 août 2006 EQU0601548A</i>
<b>5.e.8</b>	Approbation des règlements d'exploitation et de police des téléportés en application de l'arrêté n° 89-30 du 17 mai 1989	<i>Arrêté du 8 décembre 2004 EQU0401633A</i>
<b>5.e.9</b>	Approbation des plans de sauvetage des téléportés	<i>Code de l'urbanisme – art. R472-15</i>
<b>5.e.10</b>	Approbation des orientations du système de gestion de la sécurité (SGS) et leurs modifications : - autorisation temporaire des dérogations aux orientations du SGS ; - accusé de réception du dossier ; - demande de pièces complémentaires ; - demande de précisions ou compléments d'information	<i>Code du Tourisme – art. R342-12 Décret n° 2016-29 du 19 janvier 2016 relatif à la sécurité des remontées mécaniques et tapis roulants en zone montagne Arrêté du 12 avril 2016 relatif au système de gestion de la sécurité</i>

	<b>f/ Cas particuliers</b>	
<b>5.f.1</b>	Tous actes, décisions et documents relatifs à la liquidation ou l'ordonnancement de la redevance d'archéologie préventive	<i>Code du patrimoine – art. L.524-8</i>
<b>5.f.2</b>	Avis conforme du préfet dans le cas d'une construction située dans un plan de surfaces submersibles valant plan de prévention des risques naturels prévisibles en application de l'article L.562-6 du code de l'environnement	<i>Code de l'urbanisme – art. R.425-21</i>
<b>5.f.3</b>	Dans le cadre de l'instruction des autorisations d'urbanisme, saisine pour avis de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers	<i>Code de l'urbanisme – art. L.111-5</i>
<b>5.f.4</b>	Courriers relatifs au certificat d'urbanisme dans le cadre de l'Autorisation Environnementale	<i>Code de l'environnement - art. R.181-10</i>
<b>5.f.5</b>	Courriers relatifs aux servitudes d'utilité publique dans le cadre de l'Autorisation Environnementale	<i>Code de l'environnement - art. R.181-20</i>
<b>6. DIVERS</b>		
	<b>a/ Enquêtes publiques</b>	
<b>6.a</b>	Suite à donner aux demandes de communication des conclusions du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête à l'occasion des enquêtes d'utilité publique entrant dans le cadre des attributions des services de la Direction Départementale des Territoires	
	<b>b/ Recensement des entreprises de Travaux Publics et de Bâtiments</b>	
<b>6.b.1</b>	Notification de la décision d'agrément de recensement de l'entreprise	<i>Ordonnance n° 59.147 du 07/01/1959</i>
<b>6.b.2</b>	Notification de la décision de refus d'agrément de l'entreprise	<i>Circulaire du 18/02/1998</i>
<b>6.b.3</b>	Certificat de conformité aux obligations de défense des entreprises du BTP	<i>Circulaire ministérielle 93-63 du 30.08.93</i>

## 7. MISSIONS DU SERVICE DE L'ECONOMIE AGRICOLE ET FORESTIERE

	<p><b>a/ Aménagement des structures agricoles et modernisation</b></p>	
7.a.1	Courriers relatifs à la réglementation du contrôle des structures	<i>Code rural et de la pêche maritime – art. L. 331-1 et suivants et R. 331-1 et suivants</i>
7.a.2	Convocation à la commission départementale d'orientation agricole (CDOA)	
7.a.3	Courriers et décisions prises en application de la réglementation des baux ruraux. Convocation à la commission consultative départementale des baux ruraux (CCPDBR).	<i>Code rural et de la pêche maritime – art. R. 414-1 et suivants</i>
7.a.4	Décisions relatives au suivi des plans d'investissements à partir du 1er janvier 2005	
7.a.5	Décisions relatives aux aides à l'installation des jeunes agriculteurs	<i>Code rural et de la pêche maritime, art. D. 343-3 et suivants</i>
7.a.6	Décisions relatives aux différents prêts bonifiés octroyés aux exploitations agricoles et aux groupements	<i>Code rural et de la pêche maritime, art. D. 343-3 et suivants</i>
7.a.7	Décisions de déclassement d'un prêt bonifié	<i>Code rural et de la pêche maritime – livre III</i>
7.a.8	Décisions relatives aux agréments des : - GAEC - groupements pastoraux - associations foncières pastorales autorisées ou constituées d'office	<i>Code rural et de la pêche maritime, art. R.323-7-1 et R. 323-8 à R. 323-51</i> <i>Code rural et de la pêche maritime, art. R.113-12, R. 135.3, D. 343-33</i> <i>Code rural et de la pêche maritime, art. L.135-1 à L. 135-12, R. 131-1, R. 135-2 à R. 135-10</i>
	Décisions relatives au retrait d'agrément des GAEC	<i>Code rural et de la pêche maritime, art. R.323-7-1 et R. 323-8 à R. 323-51</i>

	<p><b>b/ Production agricole</b></p> <p><b>7.b</b> Décisions prises en application de la politique agricole commune :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aides aux producteurs (relatives aux productions animales, aux surfaces, aux mesures agro-environnementales, etc.),</li> <li>- Gestion des droits à primes couplés et découplés et notamment tous les actes, décisions et documents pris en application de l'article D.615-65 du code rural créé par le décret n° 2006-710 du 19 juin 2006 (article 7) et relatif à la mise en oeuvre des droits à paiement unique et de l'aide au revenu prévue par le règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003</li> <li>- Suite donnée aux contrôles liés à l'octroi des aides</li> </ul> <p><b>c/ Mesures agro-environnementales</b></p> <p><b>7.c</b> Décisions individuelles et actes relatifs à la gestion des aides agro-environnementales dépendant du règlement (CE) 1257/1999 du Conseil du 17/05/99 modifié par le règlement (CE) 1783/2003 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole (FEOGA) et ses règlements d'application et du règlement (CE) 1698/2005 du 20/09/05 concernant le soutien au développement rural par le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER) et ses règlements d'application, en particulier les aides suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mesure 214 de l'axe 2 du plan de développement rural hexagonal (PDRH) 2007-2013 – Mesures Agro-Environnementales (MAE)</li> </ul> <p><b>d/ Aides diverses aux exploitations agricoles</b></p> <p><b>7.d.1</b> Décisions relatives aux agriculteurs en difficulté et à la réinsertion professionnelle</p> <p><b>7.d.2</b> Décisions prises dans le cadre du régime de garantie contre les calamités agricoles</p> <p><b>7.d.3</b> Décisions relatives aux aides compensatoires de handicap naturel</p> <p><b>7.d.4</b> Décisions d'attribution des aides dans le cadre du programme pour l'installation des jeunes en agriculture et le développement des initiatives locales (PIDIL)</p>	
--	--	--

7.d.5	Décisions liées aux aides conjoncturelles en productions animales et végétales	
7.d.6	Convocations à la commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA) et autres commissions départementales diverses, relevant du champ de compétence du présent chapitre, procès-verbal et avis rendus au titre de ces commissions	
7.d.7	Décisions relatives au fonds d'allégement des charges financières des agriculteurs	
<b>e/ Organisation de l'élevage</b>		
7.e.1	Agrément des directeurs d'établissement d'élevage	
7.e.2	Subventions à l'établissement départemental d'élevage (EDE)	
7.e.3	Agrément des programmes départementaux d'identification	
7.e.4	Autorisation d'exploitation des centres d'insémination : production et/ou mise en place de la semence	
7.e.5	Délivrance du certificat d'aptitude aux fonctions d'inséminateur	
7.e.6	Octroi de licences d'inséminateur ou de chef de centre d'insémination	<i>Art. L.653-4 du code rural et de la pêche maritime</i>
<b>f/ Organismes professionnels agricoles</b>		
7.f.1	Octroi aux sociétés coopératives agricoles et aux unions de coopératives de dérogations relatives à la provenance des produits agricoles	<i>Art. R.521-2 du code rural et de la pêche maritime</i>
7.f.2	Octroi de dérogations aux conditions de nationalité pour être membre du conseil d'administration d'une société coopérative agricole	<i>Art. R.524-1 du code rural et de la pêche maritime</i>
7.f.3	Décision de dissolution du conseil d'administration d'une société coopérative agricole et de nomination d'une commission administrative provisoire	
7.f.4	Autorisation de répartition entre les associés d'une société coopérative agricole ou d'une union de sociétés coopératives du surplus d'actif net après dévolution des réserves indisponibles	<i>Art. R.526-4 2<sup>e</sup> alinéa du code rural et de la pêche maritime</i>



<p><b>7.f.5</b></p> <p><b>7.f.6</b></p> <p><b>7.f.7</b></p> <p><b>7.f.8</b></p> <p><b>g/ Forêts</b></p> <p><b>7.g.1</b></p> <p><b>7.g.2</b></p> <p><b>7.g.3</b></p> <p><b>7.g.4</b></p> <p><b>7.g.5</b></p>	<p>Agrément des sociétés d'intérêt collectif agricole, modification de l'agrément initial et retrait d'agrément</p> <p>Autorisation de sortie du statut de SICA</p> <p>Approbation des dévolutions faites par les SICA à d'autres SICA, coopératives ou unions, établissements ou œuvres d'intérêt général agricole ou rural</p> <p>Arrêtés relatifs aux prix des fermages.</p> <p>Contrats de prêts du Fonds Forestier National</p> <p>- Arrêtés d'ouverture d'enquête et de convocation à l'assemblée générale constitutive concernant les associations syndicales autorisées à vocation forestière - Arrêtés d'autorisation des Associations Syndicales Autorisées à vocation forestière</p> <p>Main levée de caution bancaire ou d'hypothèque délivrée après le remboursement total d'un prêt du Fonds Forestier National (FFN)</p> <p>Aides au développement forestier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aides exceptionnelles liées à la tempête de décembre 1999 : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Aide pour la prévention et la lutte phytosanitaire</li> <li>▪ Aide à la réfection de l'équipement routier en forêt</li> </ul> </li> <li>▪ Aide au nettoyage et à la reconstitution des forêts suite à la tempête</li> </ul> <p>- Aides spécifiques à la filière bois portant sur : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ les travaux de boisement, reboisement, amélioration forestière ;</li> <li>▪ les travaux d'équipement forestier et de protection de la forêt ;</li> <li>▪ les travaux nécessaires à l'établissement de plans simples de gestion.</li> </ul> </p> <p>- Aides aux investissements forestiers à caractère protecteur</p> <p>Autorisation de défrichement des bois et forêts</p>	<p><i>Art. L.534-1 du code rural et de la pêche maritime</i></p> <p><i>Article L.411-11 du code rural et de la pêche maritime</i></p> <p><i>Ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires</i></p> <p><i>Décret n° 2006-504 du 3 mai 2006 portant application de l'ordonnance susvisée</i></p> <p><i>Circulaire DERF/SDF/2001-3010 du 7 mai 2001 et circulaire DGFAR/SDFB/C2005-5042 du 17 août 2005</i></p> <p><i>Art. L.341-1 à 5 et L.342-1 du code forestier</i> <i>R. 214-30 et 31 et R. 341-1 et suivants</i></p>
---	---	---

<b>7.g.6</b>	Courriers relatifs à l'autorisation de défrichement dans le cadre de l'Autorisation Environnementale	<i>Code de l'environnement - art. R.181-31 et R. 122-2 et suivants</i>
<b>7.g.7</b>	Autorisation d'incorporation au domaine forestier de biens vacants et sans maîtres en nature de bois et forêts attribués à l'État. Droits de préférence et droit de préemption en cas de vente de parcelles forestières de moins de 4 hectares. Fiscalité forestière : modalités d'exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit et d'impôts de solidarité (ISF et IFFJ).	<i>L.331-19 à L.331-24 du code forestier Art. 69 de la loi n° 2014-1170 du 13/10/2014 Décret 2007-746 du 9 mai 2007 relatif aux modalités de délivrance du certificat de garantie de gestion durable. Décret 2010-523 du 19 mai 2010 relatif à la mise en œuvre des documents de gestion durable et arrêté du 23/02/2011 mettant en œuvre le décret 2010-523</i>
<b>7.g.8</b>	Décision refusant une association syndicale de gestion forestière à adhérer une société coopérative	<i>Circulaire du ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales</i>
<b>7.g.9</b>	Décision portant distraction du régime forestier	<i>Circulaire DGFAR/SDFB/C2003-5002 du 3 avril 2003</i>
<b>7.g.10</b>	Décision portant application du régime forestier	<i>Art. L.311-1 et suivants du code forestier Art. R.214-1 et suivants du code forestier</i>
<b>7.g.11</b>	Montant des produits délivrés en nature servant à établir l'assiette des frais de garderie des forêts relevant du régime forestier.	<i>Code forestier – art. L. 243-1 et suivants R. 214-28 et 29</i>
<b>h/ Agriculture et territoire</b>		
<b>7. h</b>	Convocations aux réunions de la Commission Départementale de la Consommation des Espaces Agricoles et de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers, procès-verbal et avis rendus	<i>Décret n° 2011-189 du 16/02/2011 et décret n° 2006-672 du 8/06/2006</i>
<b>8. MISSIONS DU SERVICE APPUI TECHNIQUE ET SECURITE ROUTIERE</b>		
	<b>a/ Travaux effectués pour le compte de l'Etat</b>	
<b>8.a.1</b>	Contrôle de travaux dans les bâtiments appartenant à l'Etat	
<b>8.a.2</b>	Règlement des dépenses	

	<b>b/ Education routière</b>	
<b>8.b.1</b>	Arrêté portant agrément autorisant l'exploitation d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière.	<i>Arrêté du 8 janvier 2001 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière</i>
<b>8.b.2</b>	Autorisation d'enseigner, à titre onéreux, la conduite des véhicules à moteur et la sécurité routière	<i>Arrêté du 8 janvier 2001 relatif à l'autorisation d'enseigner, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière</i>
<b>8.b.3</b>	Contrat de labellisation « qualité des formations au sein des écoles de conduite »	<i>Arrêté du 26 février 2018 portant création d'un label « qualité des formations au sein des écoles de conduite »</i>
<b>8.b.4</b>	Conventions de partenariat « permis à un euro par jour » passées entre l'État et les établissements d'enseignement de la conduite	<i>Décret n° 2005-1225 du 29 septembre 2005 modifié par le décret n° 2006-1157 du 16 septembre 2006</i>
<b>8.b.5</b>	Décision suite à la demande par un établissement d'enseignement de la conduite d'un département limitrophe de présenter ses candidats au permis de catégorie B dans le département des Vosges	<i>Note NSCR du 2 octobre 2009</i>
<b>8.b.6</b>	Arrêté portant agrément autorisant l'exploitation d'un établissement chargé d'organiser les stages de sensibilisation à la sécurité routière	<i>Arrêté du 26 juin 2012 fixant les conditions d'exploitation des établissements chargés d'organiser les stages de sensibilisation à la sécurité routière</i>
<b>8.b.7</b>	Autorisation d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière	<i>Arrêté du 26 juin 2012 relatif à l'autorisation d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière</i>
	<b>c/ Sécurité routière</b>	
<b>8.c.1</b>	Etablissement des ordres de mission à l'attention des Intervenants Départementaux de Sécurité Routière et du chargé de mission deux-roues motorisé	
<b>8.c.2</b>	Lettres et bons de commande des prestations et fournitures prévues au PDASR	
<b>8.c.3</b>	Attestation de service fait pour le règlement des dépenses relatives au PDASR	
<b>8.c.4</b>	Convention de prêt de radars pédagogiques	

	<b>d/ Accessibilité</b>	
<b>8.d.1</b>	Décision d'approbation ou de refus de l'agenda d'accessibilité programmée simplifiée ou de patrimoine	<i>Code de la construction et de l'habitation – art. L.111-7 à L.111-8-4 ; art. R.111.19-13 à R.111-19-49 ; D.111-19-18 à D.111-19-47</i>
<b>8.d.2</b>	Décision de prorogation des délais de dépôt d'un agenda d'accessibilité programmée	
<b>8.d.3</b>	Décision de prorogation d'exécution des travaux d'un agenda d'accessibilité programmée	
<b>8.d.4</b>	Instruction de la demande d'agenda d'accessibilité programmée, d'autorisation de travaux, de dérogation ou du permis de construire	
<b>8.d.5</b>	Décision approuvant ou refusant une demande de dérogation	<i>Code de la construction et de l'habitation – art. L. 111-7-3, R.111-18-3, R. 111-19-10, R. 111-19-23 et 26</i>
<b>8.d.6</b>	Décision de constat de carence d'un agenda d'accessibilité programmée	<i>Code de la construction et de l'habitation – art. L. 111-7, L. 111-7-1, L. 111-7-11, R. 111-19-31, R. 111-19-50 et 51</i>
<b>8.d.7</b>	Convocation des maires à la Sous Commission Départementale d'Accessibilité	<i>Décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié ; arrêté préfectoral n° 2016-2366 du 30 septembre 2016</i>
<b>8.d.8</b>	Compte rendu de séance de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées	<i>Décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié ; arrêté préfectoral n° 2016-2366 du 30 septembre 2016</i>
<b>9. MISSIONS DU SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES</b>		
	<b>a/ Chasse et faune sauvage</b>	
<b>9.a.1</b>	<p>Convocations aux réunions de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage et de ses formations spécialisées</p> <p>Décision fixant les barèmes départementaux d'indemnisation de dégâts de gibier</p> <p>Demandes de quotas de tirs de régulation du grand cormoran (<i>Phalacrocorax carbo sinensis</i>) auprès du MTES</p>	<i>Art. L. 426-5 du code de l'environnement</i>

<p><b>9.a.2</b></p>	<p>Décisions individuelles en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Modes de chasse particuliers ou dérogatoires : chasse à la bécasse, chasse dans les zones Tétras</li>   <li>- Plans de chasse : attributions individuelles (en application de l'arrêté préfectoral de plan de chasse ou pour faire suite à des demandes urgentes hors commissions), changements de titulaires, regroupements ou scissions, annulations, modifications de territoires, notification des attributions de plan de chasse ou des refus) y compris dans le cadre de la chasse du chevreuil, du sanglier et du daim au 1er juin, du cerf et du chamois au 1er septembre</li>   <li>- Autorisations de destruction des espèces classées nuisibles et des sangliers sur toutes les communes du département</li>   <li>- Remplacement des dispositifs de marquage de gibier (bracelets) attribués aux bénéficiaires de plan de chasse</li>   <li>- Arrêté portant autorisation de reprise de gibiers vivants échappés d'élevage ou de destruction administrative de gibiers échappés d'élevage</li>   <li>- Agréments de piégeurs et arrêté portant autorisation individuelle d'utiliser les collets à arrêtoir pour le piégeage du renard</li>   <li>- Arrêté portant autorisation de destruction d'animaux dangereux</li>   <li>- Arrêté portant autorisation d'introduction dans le milieu naturel de grand gibier ou de lapins et de prélèvement dans le milieu naturel d'animaux vivants d'espèces dont la chasse est autorisée</li>   <li>- Agréments de piégeurs et arrêtés portant autorisation individuelle d'utiliser les collets à arrêtoir pour le piégeage du renard</li>   <li>- Décision de radiation et de suspension d'agrément de piégeurs</li>   <li>- Arrêté autorisant le tir du grand cormoran (<i>Phalacrocorax carbo sinensis</i>) dans le cadre du plan de gestion national de l'espèce</li>   <li>- Décisions relatives à l'indemnisation des dommages causés par le loup ou le lynx</li> </ul>	<p><i>Art. R.424-3, R.424-5 et R.424-7 du code de l'environnement</i></p> <p><i>Art. R.425-4 et R.425-8 du code de l'environnement</i></p> <p><i>Art. R.424-4 et R.424-5 du code de l'environnement</i></p> <p><i>Art. R. 427-18 du code de l'environnement</i></p> <p><i>Art. R.425-12 du code de l'environnement</i></p> <p><i>Art. L.411-3 du code de l'environnement Art. L.427-6, L.427-7, L.411-3 et R.427-1 du code de l'environnement</i></p> <p><i>Code de l'environnement, article R.427.14 Code de l'environnement, articles L.427-8 et R.427-12 à R.427-15</i></p> <p><i>Code de l'environnement, Arrêté du 19 pluviôse an V concernant la chasse des animaux nuisibles</i></p> <p><i>Arrêté ministériel du 7 juillet 2006 portant sur l'introduction dans le milieu naturel de grand gibier ou de lapins et sur le prélèvement dans le milieu naturel d'animaux vivants d'espèces dont la chasse est autorisée</i></p> <p><i>Art. R.427-14 et L.427-8, R.427-12 à R.427-15, L.427-8, R.427-13 à R.427-17 du code de l'environnement</i></p> <p><i>Art. R.427-16 du code de l'environnement</i></p> <p><i>Art. L.411-1 à L.411-6 et R.411-1 à R.411-14, L.411-2 et R.411-6 du code de l'environnement</i></p>
---------------------	--	--

<b>9.a.3</b>	Arrêté portant autorisation d'utiliser des sources lumineuses dans le cadre de comptage de gibier	<i>Art. R.228-5 du code rural et L.424-1 du code de l'environnement</i>
<b>9.a.4</b>	Décisions de transport et d'exposition d'animaux naturalisés d'espèces animales non domestiques protégées	<i>Art. L-411-1 et L-411-2 du code de l'Environnement</i>
<b>9.a.5</b>	Arrêtés autorisant le tir du grand cormoran ( <i>Phalacrocorax carbo sinensis</i> ) dans le cadre du plan de gestion national de l'espèce	<i>Arrêtés fixant les sites et les décisions individuelles de tir (Art. L.411-1 à L.411-6 et R.411-1 à R.411-14. L.411-2 et R.411-6 du code de l'environnement)</i>
<b>9.a.6</b>	Arrêtés fixant le centre d'examen et la liste des examinateurs pour l'examen du permis de chasser dans le département des Vosges	
<b>9.a.7</b>	Arrêté portant autorisation de concours cynophiles ou d'épreuves canines	<i>Code de l'environnement, articles L.420-3 et L.424-1, arrêté ministériel du 21 janvier 2005</i>
<b>9.a.8</b>	Arrêtés portant délivrance de certificat de capacité relatif à l'entretien des animaux par les responsables des établissements d'élevages de vente et de transit des espèces de gibier dont la chasse est autorisée	<i>Art. L.413-2 du code de l'environnement</i>
<b>9.a.9</b>	Arrêtés portant ouverture d'établissement d'élevages de vente et de transit des espèces de gibier dont la chasse est autorisée	<i>Art. L.413-2 à L.413-5 du code de l'environnement</i>
<b>9.a.10</b>	Arrêté ordonnant l'exécution de mesures administratives de décantonnement ou de destruction de spécimens d'espèces non domestiques, hormis l'espèce loup ( <i>Canis lupus</i> )	<i>Code de l'environnement - art. L.427-1, L.427-6, R.427-1 et R.427-4</i>
<b>9.a.11</b>	Arrêté définissant la liste des « points noirs » en matière d'équilibre agro-cynégétique	<i>Code de l'environnement – art. L.123-19-1 et L.425-1 à L.425-5 ;</i>
	<b>b/ Pêche</b>	
<b>9.b.1</b>	Arrêtés d'autorisation de concours de pêche dans les eaux de 1ère catégorie piscicole	<i>Code de l'environnement, article R.436.22</i>
<b>9.b.2</b>	Arrêtés d'autorisation de pêche nocturne de la carpe	<i>Code de l'environnement, article R.436.14</i>
<b>9.b.3</b>	Arrêtés portant interdiction de la pêche	<i>Code de l'environnement, article R.436.69</i>
<b>9.b.4</b>	Arrêtés portant autorisation exceptionnelle de pêche	<i>Code de l'environnement, article L.436-9</i>

<b>9.b.5</b>	Arrêtés relatifs à l'agrément des présidents et trésoriers d'AAPPMA	<i>Code de l'environnement, article R.434-27</i>
<b>9.b.6</b>	Certificats délivrés aux associations agréées de pêche et de pisciculture pour l'attestation du nombre de leurs membres actifs et pour l'attestation de l'identité des délégués pour l'élection des membres du conseil d'administration de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de pisciculture	<i>Code de l'environnement, article R.434.29</i>
<b>9.b.7</b>	Certificats délivrés pour la validation des droits des étangs antérieurs à 1829	<i>Code de l'environnement, article L.431-7</i>
<b>9.b.8</b>	Arrêtés portant renouvellement de pisciculture	<i>Code de l'environnement, articles L.431-7 et R.214-20</i>
<b>9.b.9</b>	Arrêtés de prolongation des modalités d'ouverture de la pêche	<i>Code de l'environnement - art. R.436-6</i>
<b>9.b.10</b>	Arrêté d'interdiction de pêche d'une ou plusieurs espèces	<i>Code de l'environnement - art. R.436-8</i>
<b>9.b.11</b>	Arrêté définissant la période d'autorisation de la pêche de la grenouille verte et rousse	<i>Code de l'environnement - art. R.436-11</i>
<b>9.b.12</b>	Arrêté autorisant les pêches de sauvetage	<i>Code de l'environnement - art. R.436-12</i>
<b>9.b.13</b>	Arrêté réglementant la taille minimum de captures de certaines espèces	<i>Code de l'environnement - art. R.436-19</i>
<b>9.b.14</b>	Arrêté réglementant le nombre de capture des salmonidés	<i>Code de l'environnement - art. R.436-21</i>
<b>9.b.15</b>	Arrêté interdisant et limitant certains modes ou procédés de pêche et/ou exigeant la remise à l'eau de certains spécimens capturés	<i>Code de l'environnement - art. R.436-23</i>
<b>9.b.16</b>	Arrêté interdisant la pêche en marchant dans l'eau	<i>Code de l'environnement - art. R.436-32</i>
<b>9.b.17</b>	Arrêté interdisant la pêche au vif, au poisson mort ou artificiel ou aux leurres	<i>Code de l'environnement - art. R.436-33</i>
<b>9.b.18</b>	Arrêté autorisant l'emploi d'asticots comme appât en cours d'eau de 1ère catégorie	<i>Code de l'environnement - art. R.436-34</i>
<b>9.b.19</b>	Arrêtés relatifs à la réglementation spéciale de la pêche dans les grands lacs intérieurs et des lacs de montagne	<i>Code de l'environnement - art. R.436-36</i>

<b>c/ Police de l'environnement et Police de l'eau</b>		
<b>9.c.1</b>	Arrêtés de mise en demeure	<i>Code de l'environnement – art. L.171-7</i>
<b>9.c.2</b>	Décisions individuelles en matière de police et conservation des eaux	<i>Code de l'environnement- art. L.215-7</i>
<b>9.c.3</b>	Contrôle de légalité pour les plans d'eau de moins de 1000 m2 non soumis à l'article R.214-1 du code de l'environnement et recours gracieux	
	<u>Guichet unique du service départemental de la police de l'eau pour les dossiers de déclaration :</u>	
<b>9.c.4</b>	Accusé de réception des dossiers de déclaration loi sur l'eau	<i>Code de l'environnement – art. R.214-33</i>
<b>9.c.5</b>	Courriers de demande de pièces complémentaires	<i>Code de l'environnement – art. R.214-35</i>
<b>9.c.6</b>	Courriers d'invitation faite au déclarant de régulariser son dossier de déclaration	<i>Code de l'environnement – art. R.214-33</i>
<b>9.c.7</b>	Délivrance de récépissés de déclaration	<i>Code de l'environnement – art. R.214-33</i>
<b>9.c.8</b>	Tous courriers relatifs aux demandes et accusés de réception des compléments demandés au dossier de déclaration	<i>Code de l'environnement – art. R.214-35</i>
<b>9.c.9</b>	Lettres d'opposition tacite, arrêtés d'opposition, notifications du déclarant	<i>Code de l'environnement – art. R.214-35 et R.214-36</i>
<b>9.c.10</b>	Courriers de transmission Projets et arrêtés de prescriptions spécifiques Modifications projets Modifications prescriptions	<i>Code de l'environnement – art. R.214-35 Code de l'environnement – art. R.214-39 et R.214-40</i>
<b>9.c.11</b>	Publicité des dossiers de déclarations Bordereau maire, bordereau pétitionnaires	<i>Code de l'environnement – art. R.214-37</i>
<b>9.c.12</b>	Tous courriers relatifs aux plaintes diverses	
<b>9.c.13</b>	Tous courriers relatifs au changement de propriétaire	<i>Code de l'environnement – art. R.214-45 et R.214-83</i>
<b>9.c.14</b>	Lettre d'accusé de réception de dossier d'autorisation et courriers complémentaires, courrier de demande de dépôt d'un nouveau dossier	<i>Code de l'environnement – art. R.214-7 et R.214-18</i>



<b>9.c.15</b>	Rejets eaux pluviales (lettre accusé de réception et régularisation)	<i>Code de l'environnement – art. R.214-53</i>
<b>9.c.16</b>	Tous actes relatifs aux travaux d'urgence	<i>Code de l'environnement – art. R.214-44</i>
<b>9.c.17</b>	Prescription de mesures à prendre pour mettre fin au dommage constaté ou en circonscrire la gravité et, notamment, les analyses à effectuer	<i>Code de l'environnement – art. L.211-5</i>
<b>9.c.18</b>	Courrier de demande d'un nouveau dossier pour la remise en service	<i>Code de l'environnement – art. R.214-47</i>
<b>9.c.19</b>	Accusé de réception de la demande de certificat de projet, tous courriers relatifs au certificat de projet, à l'exception du certificat de projet	<i>Code de l'environnement - art. R.181-5, R.181-7 et R.181-8</i>
<b>9.c.20</b>	Accusé de réception du dossier de demande d'Autorisation Environnementale, tous courriers relatifs à la demande d'Autorisation Environnementale, notamment demande d'exemplaires supplémentaires, prolongation de délais, demandes de compléments, demandes d'avis des services	<i>Code de l'environnement - art. R.181-16, R.181-17, D.181-17-1, R.181-18, R.181-19, R.181-21, R.181-22, R.181-24, R.181-25, R.181-26, R.181-28</i>
<b>9.c.21</b>	Demande de nouveau dossier et tous courriers relatifs au transfert d'une demande d'autorisation, notamment accusé de réception, demande de compléments, opposition au transfert	<i>Code de l'environnement - art. L.181-14, R.181-46, L.181-15 et R.181-47</i>
<b>9.c.22</b>	Arrêtés de prescriptions complémentaires et courriers relatifs à ces arrêtés	<i>Code de l'environnement - art. R.181-45</i>
<b>9.C.23</b>	Arrêté pour la mise en œuvre de sanctions ou mesures de police administrative suite à l'inobservation d'un arrêté de mise en demeure	<i>Code de l'environnement - art. L.171-8</i>
<b>9.c.24</b>	Proposition de transaction pénale prévue à l'article L. 173-12 pour les contraventions et délits	<i>Code de l'environnement - art. L.173-12 et R.173-1 et s.</i>
<b>d/ Biodiversité, Nature et Paysage</b>		
<u>Réserves naturelles</u>		
<b>9.d.1</b>	Arrêtés d'autorisation d'effectuer des observations scientifiques sur les réserves naturelles	
<b>9.d.2</b>	Arrêtés d'autorisation de pénétrer et de circuler dans les zones concernées par un arrêté de protection de biotope et d'y effectuer des prélèvements	
<b>9.d.3</b>	Autorisation de participer aux stages de commissionnement dans le domaine de la police de la nature pour les agents exerçant des missions de police dans les réserves naturelles	

	<u>Energie éolienne et photovoltaïque</u>	
9.d.4	Pôle énergies renouvelables : convocation aux réunions du pôle et signature des comptes-rendus pour les réunions présidées par la DDT	<i>Arrêté n°396/2010/DDT du 3 novembre 2010 portant sur l'élargissement du pôle éolien en pôle "énergies renouvelables"</i>
9.d.5	Courriers de notification à adresser aux élus des communes et EPCI limitrophes concernés, les informant d'une décision concernant un projet de zone de développement de l'éolien (ampliation de l'arrêté préfectoral jointe)	
	<u>Paysage</u>	
9.d.6	Contrats de paysage proposés par les collectivités	
	<u>NATURA 2000</u>	
9.d.7	Décisions relatives au régime d'autorisation propre à Natura 2000	<i>Décret n° 2011-966 du 16 août 2011 relatif au régime d'autorisation propre à Natura 2000 et arrêté du préfet des Vosges n°22/2013/DDT du 25 janvier 2013 fixant la deuxième liste locale</i>
9.d.8	Décisions relatives à la création de voie forestière ; création de places de dépôt de bois ; premiers boisements; retournement de prairies permanentes ou temporaires de plus de 5 ans ; assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais ; réalisation de réseaux de drainage ; défrichage dans un massif boisé dont la superficie est supérieure à 0,01 ha et inférieure au seuil départemental d'autorisation de défrichage ; travaux d'entretien, de réparation ou de renforcement de la structure des ponts et viaducs ainsi que les travaux dans les tunnels ferroviaires non circulés ; arrachage de haies.	<i>Arrêté préfectoral n° 022/2013/DDT du 25 janvier 2013 fixant la liste prévue au IV de l'article L.414-4 du code de l'environnement des documents de planification, programmes, projets, manifestations et interventions soumis à l'évaluation des incidences NATURA 2000</i>
	<b>e/ Risques naturels et technologiques</b>	
9.e	Information préventive sur les risques naturels et technologiques : - Mise à jour du dossier départemental des risques majeurs – DDRM  - Transmission des informations aux maires (TIM)  - Information des acquéreurs et des locataires (IAL)	<i>Code de l'environnement articles R.125-9 à 14  Code de l'environnement articles R.125-10 et 11 Code de l'environnement articles R.125-5 et R.125-23 à 27</i>

**Article 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yann DACQUAY, directeur départemental des territoires, la délégation de signature qui lui est conférée à l'article 1 du présent arrêté, sera exercée par Mme Patricia BOURGEOIS, directrice départementale adjointe des territoires.

**Article 3** : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, M. Yann DACQUAY peut sous sa responsabilité subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité pour tout ou partie de la compétence qui lui a été conférée par le présent arrêté. Cette subdélégation fera l'objet d'une décision spécifique qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture des Vosges.

**Article 4** : L'arrêté préfectoral n°356/18 du 7 mars 2018, portant délégation de signature à M. Yann DACQUAY, Directeur départemental des territoires des Vosges, est abrogé.

**Article 5** : La secrétaire générale de la préfecture et le directeur départemental des territoires des Vosges sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Vosges.

A Épinal, le 12 juillet 2018

**Le Préfet,**

**Signé : Pierre ORY**

*Délais et voies de recours – La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.*



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES VOSGES

Direction de la Citoyenneté et de la Légalité  
Bureau du Contrôle de Légalité

**Arrêté n°315/2018**  
**portant fermeture et désaffectation du collège du site de La Bresse**

Le Préfet des Vosges,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'éducation, et notamment ses articles L213-1 et suivants, L421-1 et L421-19,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,

Vu la circulaire interministérielle du 9 mai 1989 relative à la désaffectation des biens des écoles élémentaires, des collèges, des lycées et des établissements d'éducation spécialisée, des écoles de formation maritime et aquacole et des établissements d'enseignement agricole visés à l'article L815-1 du Code rural et aux changements d'utilisation, sans désaffectation préalable, sous certaines conditions, des biens des collèges, des lycées, des établissements d'éducation spéciale, des écoles de formation maritime et aquacole et des établissements d'enseignement agricole visés à l'article L815-1 du Code rural,

Vu l'avis du Conseil départemental de l'Education Nationale en date du 28 Novembre 2016,

Vu la délibération de la commission permanente du conseil départemental des Vosges en date du 22 décembre 2016,

Vu l'avis du conseil d'administration du collège de La Bresse en date du 5 Avril 2018,

Vu la demande de fermeture et de désaffectation du collège du site de La Bresse formulée par le président du conseil départemental des Vosges en date du 19 Juin 2018,

Vu l'avis de monsieur le directeur académique des services de l'éducation nationale des Vosges en date du 9 Juillet 2018,

Sur la proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture,

**A R R E T E :**

**Article 1 :** Il est procédé à la fermeture et à la désaffectation des bâtiments du collège du site de La Bresse à partir du 14 Juillet 2018, et à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2018 pour les logements de fonction.

**Article 2 :** L'actif et le passif, ainsi que les biens du collège du site de La Bresse sont transférés au Département des Vosges, collectivité de rattachement.

**Article 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture des Vosges.

**Article 4 :** La secrétaire générale de la préfecture des Vosges, le président du Conseil départemental des Vosges et le directeur académique des services de l'Éducation Nationale des Vosges sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture des Vosges et dont un exemplaire sera notifié au président du Conseil départemental.

Épinal, le 12 JUIL. 2018

Le Préfet,



Claire WANDEROILD